

**5 juin 2005**

**Allocution devant la Fédération canadienne des municipalités**

Je suis très heureux d'être de nouveau parmi vous – entre amis, entre collègues, entre partenaires, pour bâtir un Canada plus fort. C'est la quatrième fois en six ans que j'ai l'occasion de m'adresser à votre grande fédération, et je dois vous dire que, de bien des façons, revenir à la FCM, c'est un peu comme revenir à la maison.

J'aimerais vous parler du Nouveau Pacte pour les villes et les collectivités. Oui, je sais, c'est un sujet que vous connaissez très bien, mais aujourd'hui, j'aimerais vous parler de la façon dont le Nouveau Pacte s'inscrit dans le plan général du gouvernement. Bien que je vous apprécie tous, malgré le fait que j'ai perdu mon boulot de ministre des Finances à cause de vous, vous devez savoir que le Nouveau Pacte ne vise pas simplement à faire plaisir. Ce pacte est essentiel si nous voulons garantir la prospérité future non seulement de nos municipalités, mais aussi de notre nation.

Laissez-moi commencer par effectuer un bref survol de cette rapide et profonde transformation que traversent notre monde et notre pays, car l'incidence sur tous les ordres de gouvernement est bien réelle. Ce dont on a parlé pendant des décennies est en train de se réaliser – l'économie mondiale commence à être dominée par des géants : les États-Unis, l'Europe, et maintenant, une Asie au dynamisme renouvelé. Pour un grand nombre de pays industrialisés bien établis, la montée de la Chine et de l'Inde est une source de promesses et de difficultés. Pour le Canada, avec notre modeste marché intérieur et notre capacité d'exportation, je crois que des possibilités sans précédent seront à notre portée.

Au pays, pendant ce temps, les baby-boomers se préparent à prendre leur retraite, et notre société prend de l'âge. Cela signifie qu'il y aura moins de travailleurs pour soutenir un plus grand nombre d'ânés. D'éventuelles pénuries de main-d'œuvre. Un accroissement énorme de la demande à l'égard des soins de santé et d'autres services publics. Et cette évolution démographique s'accompagne d'un mouvement constant de la population vers la ville – tendance qui impose un fardeau accru à nos centres urbains et qui crée de nouveaux problèmes pour nos collectivités rurales.

Nous sommes en présence de deux forces importantes : un monde qui évolue et un nouveau profil démographique. Comment pouvons-nous nous préparer à gérer les pressions que ces forces exerceront sur le Canada? Nous devons faire ce dont le gouvernement n'a souvent pas la capacité ou la volonté, c'est-à-dire prévoir. Nous devons aussi trouver de meilleures façons de travailler ensemble. Pendant les années de déficit, il était pratiquement impossible d'assurer une planification à long terme à l'échelon national. C'est parce que le gouvernement fédéral devait toujours s'occuper de l'immédiat – des besoins pressants, du besoin d'emprunter, de l'accroissement rapide des paiements d'intérêts. À l'époque, nous n'avions pas tant des déficits qu'une culture du déficits.

Gouvernement libéral, gouvernement conservateur – tout cela n'avait pas d'importance. Rien ne changeait. Nous avons mis fin à tout cela. Nous avons équilibré le budget. Nous en sommes maintenant à notre huitième année consécutive d'excédent budgétaire. En effet, le Canada est le seul État membre du G8 qui n'est pas déficitaire. Pensez-y : le seul. Nous

vivons dans une ère nouvelle, une ère de responsabilité financière et de responsabilisation à l'égard de nos moyens. C'est pourquoi le gouvernement doit s'engager à planifier et à travailler pour le Canada d'aujourd'hui et de demain.

Il y a des personnes à la Chambre des communes qui contestent mon approche consistant à réinvestir le dividende budgétaire dans notre avenir collectif. En effet, elles continuent de manifester leur opposition en faisant tout ce qu'elles peuvent pour empêcher les projets de loi budgétaires d'être adoptés. Certaines estiment que nous devrions tout simplement réduire massivement les impôts et renoncer à des initiatives qui pourraient sembler coûteuses, comme des services abordables d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, comme le Nouveau Pacte. C'est un point de vue qui se défend, mais ce n'est pas le mien.

Quand j'étais ministre des Finances, l'établissement d'un budget équilibré n'était jamais une fin en soi. Je ne suis pas un conservateur. Nous avons travaillé dur, à titre de gouvernement, de gouvernement libéral, pour en arriver à un excédent budgétaire – non pas pour faire plaisir aux économistes, mais bien pour pouvoir vraiment faire quelque chose pour les Canadiens; pour pouvoir apporter des changements positifs dans la vie des gens, au lieu de hausser les épaules et de nous contenter de dire : « Désolés, nous ne pouvons pas vous aider. Nous n'avons pas les moyens de faire quoi que ce soit. »

Aujourd'hui, l'économie et les finances publiques du Canada sont des points forts nationaux qui nous permettent de plus en plus de nous démarquer. Nous affichons la meilleure croissance du niveau de vie parmi les pays du G8. La croissance de l'emploi la plus rapide. Le meilleur taux de remboursement de la dette. Une inflation modérée. De faibles taux d'intérêts. Un taux de chômage qui est de 30 % inférieur à celui d'il y a 10 ans. Pour les Canadiens, il est plus facile de trouver un bon emploi, d'acheter une maison, de payer les factures. Ce bilan économique, nous y avons contribué à titre de responsables des finances du Canada. Et nous les protégerons. Je les protégerai. Nous garderons le cap.

Mais pour ce faire, une discipline financière est primordiale. Il faut réduire la dette pour être solide et fiable sur le plan financier, car la population vieillit et de plus en plus de pressions sont exercées sur les soins de santé et les autres services publics. Cela signifie réduire les impôts pour soutenir les familles, encourager l'entrepreneuriat et les investissements, aider le Canada à prospérer dans une économie nord-américaine intégrée ainsi que dans un monde de géants économiques. Il faut donc investir dans l'innovation et soutenir la recherche et le développement dans les collectivités canadiennes, car la créativité et la spécialisation sont les deux moteurs qui permettront au Canada, qui ne compte que 32 millions d'habitants, de s'épanouir aux côtés des titans de demain.

Et cela suppose également de réinvestir une partie de notre dividende budgétaire dans le genre de programmes et d'initiatives qui améliorent notre qualité de vie, qui placent le Canada dans une classe à part, qui procurent des débouchés et de la sécurité à nos citoyens. Voilà pourquoi l'accord de l'été dernier sur les soins de santé est si important – parce que la seule façon de commencer à nous préparer à composer avec le coût accru d'une société vieillissante, c'était de conclure une entente à long terme qui établit un financement adéquat et prévisible, qui aborde les questions les plus pressantes, comme l'accès et les temps d'attente, et qui nous engage à rendre des comptes à nos citoyens.

Voilà pourquoi nous bâtissons un programme d'apprentissage et de garde des jeunes enfants qui est abordable, de grande qualité et vraiment national – un programme qui met l'accent sur le développement, qui donne un coup de pouce aux enfants, afin que chacun parte du bon pied et puisse réussir à l'école et dans un monde où la concurrence est de plus en plus féroce. Et c'est pourquoi nous mettons en œuvre notre Nouveau Pacte pour les villes et les collectivités. Tout au long de l'histoire de notre pays, à chaque époque, le gouvernement fédéral a lancé de nouveaux projets nationaux essentiels à l'atteinte des buts perpétuels de la prospérité et de la sécurité : la colonisation de l'Ouest, après la Confédération, les chemins de fer, et dans les années d'après-guerre, la création de nos assises sociales, y compris l'assurance-maladie et le Régime de pensions du Canada.

Le Nouveau Pacte est un projet national bien de son temps. Il s'agit de la pierre angulaire de notre engagement : gouverner non seulement pour le Canada d'aujourd'hui, mais aussi pour les générations futures. Il s'agit d'un investissement dans l'avenir de notre nation. Pendant trop longtemps, le gouvernement fédéral a omis de reconnaître que tout se passe dans les villes et dans les collectivités. C'est là que les politiques nationales touchent la vie des gens, des familles. C'est là où nous vivons et où nous travaillons. Et à cause de cela, notre qualité de vie, à titre de Canadiens, tient largement à ce que nous vivons dans nos rues, dans nos parcs, dans nos quartiers.

Les municipalités jouent donc un rôle clé dans la hiérarchie gouvernementale, et doivent être reconnues et traitées en conséquence. Mais elles ont été trop longtemps sous-financées. Pendant trop longtemps elles n'ont pas pu participer pleinement à la création d'un programme national. Grâce au Nouveau Pacte, tout cela est en train de changer; les changements se font rapidement, et j'espère sincèrement – tel sera mon objectif constant – que ces changements seront pour le mieux.

Dans le cadre du Nouveau Pacte, les collectivités auront maintenant accès à de nouvelles sources de financement fiables et prévisibles, et les représentants de ces collectivités – vous-mêmes et vos pairs – pourront vraiment participer au débat national. Quand nous avons formé le gouvernement il y a 18 mois, nous avons clairement affirmé que nous serions à l'écoute des besoins de nos administrations municipales – des grandes métropoles jusqu'aux petites villes –, car il s'agit d'un aspect essentiel de notre démarche pour assurer la prospérité du Canada au XXI<sup>e</sup> siècle. Nous vous avons fait une promesse, et nous avons fait une promesse aux Canadiens, et nous tenons parole.

Nous le faisons parce que notre gouvernement comprend que la prospérité des Canadiens – aujourd'hui et demain – est profondément influencée par la santé, la vitalité et la sécurité de nos villes, petites et grandes, et qu'elle continuera de l'être. Nous voulons qu'il fasse bon vivre dans nos collectivités, et nous avons besoin de cela. Et la façon d'y parvenir, c'est de veiller à ce que nos villes disposent des revenus dont elles ont besoin pour faire fonctionner les transports en commun, pour bâtir des infrastructures, pour protéger et conserver des espaces verts. Maintenant, dans ce contexte, nous savons très bien que nos grandes villes sont confrontées à des défis qui sont très différents de ceux des municipalités plus modestes. Dans les grandes villes, on va peut-être s'attacher à réduire l'engorgement et à promouvoir le transport public, à attirer des travailleurs hautement qualifiés.

Dans les petites collectivités, le besoin le plus pressant est peut-être lié au vieillissement de

l'infrastructure ou au besoin d'attirer l'industrie – d'offrir de bons emplois qui permettront aux enfants d'y grandir et de s'y bâtir une vie, sans avoir à quitter leur coin de pays. Dans nos efforts pour planifier l'avenir du Canada et des générations à venir, nous ne devons jamais perdre de vue le fait que nos grandes villes sont les piliers de notre progrès économique national. Elles sont les pôles d'attraction où converge l'innovation économique, sociale et culturelle, ce qui leur confère des besoins spéciaux. L'essor des grandes villes est celui du Canada.

Cela ne fait aucun doute : l'efficacité et le dynamisme de nos villes déclinera si leur infrastructure est laissée à l'abandon. Notre économie nationale et notre réputation internationale seront touchées. Nos grandes villes sont notre marque de commerce sur la scène internationale; nous ne pouvons les laisser s'atrophier. Dans les grands centres, la qualité de vie a une incidence directe sur la capacité des citoyens à être créatifs et productifs, à innover, à faire concurrence avec les plus grands, et à s'épanouir dans un contexte toujours plus compétitif offrant des possibilités sans précédent.

Nos collectivités plus modestes, pendant ce temps, doivent relever des défis particuliers en ce qui concerne le mouvement de la population et les besoins en matière de développement économique. Voilà pourquoi il est crucial pour nous de les aider à résoudre leurs problèmes économiques les plus pressants en leur donnant les outils dont elles ont besoin pour s'aider elles-mêmes. À vrai dire, les petites collectivités ont parfois d'importants besoins en matière d'infrastructure touchant des aspects importants, comme l'alimentation en eau potable. Mais, en raison de l'assiette fiscale, il est parfois très difficile de lancer de grands projets, comme la création d'une nouvelle usine d'épuration des eaux.

Voilà pourquoi nous veillons à ce que les collectivités plus modestes reçoivent leur juste part du financement prévu dans le Nouveau Pacte. Nous savons que même les collectivités les plus modestes ont besoin de nouvelles sources de financement stables et prévisibles, afin de pouvoir prendre des engagements financiers à long terme, des engagements qui leur permettront de lancer de nouvelles initiatives pour tous leurs citoyens. Pour répondre aux besoins financiers des grandes villes et des petites municipalités, nous avons cherché à trouver une solution à la fois exhaustive et à long terme. Un remboursement de la TPS – c'était l'une de nos premières grandes décisions en tant que gouvernement. Des investissements massifs dans le transport en commun, y compris un nouvel investissement de 800 millions de dollars annoncé cette semaine par John Godfrey. Et, bien sûr, le transfert d'une partie de la taxe sur l'essence – mesure qui procurera des milliards de dollars de nouveaux revenus prévisibles pour des projets locaux importants – des projets qui influenceront de façon positive sur la vie des Canadiens.

Nous avons déjà conclu des ententes relatives à la taxe sur l'essence avec la Colombie-Britannique, l'Alberta et le Yukon. Et nous nous efforçons d'ajouter à nos réalisations – en concluant des ententes avec d'autres provinces et territoires, pour mettre cet argent à la disposition de nos municipalités. Mais il importe de comprendre que notre engagement financier à aider à bâtir des collectivités plus solides va au-delà du simple transfert de fonds, et, en effet, au-delà même des investissements considérables que nous avons effectués dans le renouvellement de l'infrastructure.

Nous dépensons des milliards de dollars pour nettoyer des sites contaminés dans des villes, petites et grandes, partout au pays. Nous appuyons les fonds municipaux verts qui visent à accélérer l'investissement dans les technologies environnementales, pour que l'air, l'eau et le sol soient plus propres, et pour protéger le climat. Nous mettons l'accent sur les besoins liés à l'immigration – en aidant les nouveaux Canadiens à s'établir dans les grandes villes et en attirant les immigrants dans nos centres plus modestes.

Et nous investissons en vue d'accroître l'offre de logements adéquats et d'unités locatives abordables – car la qualité du logement est à la base même d'une collectivité forte. En effet, cela est absolument essentiel au succès de l'établissement de nouveaux Canadiens et à la croissance d'un environnement favorable pour les peuples autochtones, qui s'établissent en nombre toujours croissant dans nos villes, en vue de créer davantage de débouchés. Avec ces initiatives, nous cherchons à améliorer la qualité de vie des Canadiens. Mais le Nouveau Pacte n'est pas seulement une question de sous, car le financement ne peut à lui seul garantir la prospérité et le succès futurs de nos collectivités. Il y a deux autres éléments cruciaux qui aident à définir notre approche à l'égard de ce nouveau partenariat avec les municipalités.

Premièrement, le Nouveau Pacte reconnaît que, parfois, la meilleure façon d'atteindre les objectifs nationaux est de mobiliser les citoyens à l'échelle locale. Par exemple, en matière d'environnement, notre pouvoir est limité si les Canadiens ne s'engagent pas à faire bouger les choses. Les collectivités locales sont beaucoup plus en mesure de favoriser le changement et d'apporter des améliorations que nous, à Ottawa. C'est pourquoi nous leur accordons du financement : pour qu'elles puissent favoriser des changements en matière d'environnement et travailler avec les autorités locales concernant les infrastructures qui protègent l'environnement, par exemple le transport en commun, de nouvelles façons de traiter les déchets, le recours à des sources d'énergie écologiques.

Deuxièmement, le Nouveau Pacte reflète le besoin de faire participer les administrations municipales et leurs dirigeants à l'échelon national – et de leur permettre de contribuer à l'établissement des objectifs du pays. Alors, qu'est-ce que tout cela signifie? Cela signifie que notre gouvernement est déterminé à faire des administrations locales des partenaires véritables, au chapitre non seulement de la mise en œuvre du plan d'action national, mais aussi de sa création. Cela signifie que votre voix sera entendue avant que le budget fédéral ne soit établi chaque année. Cela signifie que nos projets communs se réaliseront dans un esprit de partenariat. D'abord et avant tout, cela signifie que notre gouvernement ne se cachera jamais derrière un mur, en déclarant que la santé de nos collectivités est le problème de quelqu'un d'autre.

Et soyons clairs : nous respectons la responsabilité et le rôle des provinces, nous n'avons aucune intention d'empiéter dans leur champ de responsabilité. Nous travaillons en partenariat avec elles en vue d'arrêter les détails du Nouveau Pacte. Mais contrairement à certains, je crois que les villes et les collectivités que vous représentez – les endroits où un si grand nombre de services gouvernementaux sont dispensés – méritent d'être traitées comme des partenaires responsables, à part entière, dans notre pays. Elles méritent de participer à l'orientation de notre pays. Parce que, ensemble, avec tous les ordres de gouvernement, nous pouvons accomplir plus de choses pour les Canadiens.

Notre Nouveau Pacte pour les villes et les collectivités canadiennes représente le début d'une collaboration durable. Une collaboration qui aidera à bâtir un pays efficace et efficient. Une collaboration fondée sur la création de possibilités économiques, le mieux-être social et la protection de l'environnement. Mesdames et Messieurs, l'heure de gloire du Canada est arrivée. Je regarde l'avenir et je vois tellement de promesses, de potentiel. Je parcours notre territoire, et je vois un pays et un peuple prêts à saisir les occasions qui se présenteront. Notre pays présente tellement d'avantages.

Le Nouveau Pacte est l'élément central de notre plan visant à assurer la prospérité du Canada au cours des prochaines années et des prochaines décennies, à bâtir une économie solide et à la protéger, et à faire en sorte que le Canada soit envié de par le monde. Dans la mesure où nous protégeons et améliorons nos assises sociales, dans la mesure où nous avons la sagesse d'investir dans la vitalité de nos villes, petites et grandes, je crois que le Canada découvrira de nouveaux débouchés et saura assurer sa prospérité. Je crois en un gouvernement qui reconnaît les forces qui influenceront sur notre monde et qui s'assure que nous sommes prêts à les affronter tous ensemble.

Je crois en un Canada doté d'un gouvernement national fort qui agit pour le bien, qui améliore la vie des gens et qui présente nos valeurs et nos intérêts sur la scène mondiale. Je crois en un Canada qui entretient la force de son économie, qui maintient le chômage à un bas niveau et qui protège la prospérité en refusant de replonger dans les déficits. Je crois en un Canada qui valorise et protège son régime public de soins de santé, de sorte que, pour se faire soigner, il faut non pas une carte de crédit, mais bien une carte de santé. Un Canada qui investit dans l'avenir des générations futures grâce à des services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants abordables et de haute qualité, et à un système d'enseignement postsecondaire sans pareil.

Et je crois en un Canada qui soutient ses villes et ses collectivités et aide à les renforcer, pour que nos municipalités rurales puissent prospérer et que nos grandes villes puissent nous représenter dans le monde. C'est là le Canada auquel je crois. C'est le Canada que nous travaillons à bâtir. Parce que je crois que notre génération sera jugée en fin de compte non pas par nos concitoyens d'aujourd'hui, mais par les Canadiens de demain. Ils regarderont en arrière. Ils comprendront que nous avons les moyens de préparer l'avenir. Et ils verront que nous avons agi, que nous avons réinvesti dans le grand projet collectif que nous appelons le Canada, que nous avons relevé le défi de saisir les occasions présentées à notre époque pour leur offrir un avenir encore meilleur.

Merci.